

te-neuf jours à la conférence de Paris, soit du 29 juillet au 15 octobre. Vingt et une nations y ont discuté les termes des traités de paix à imposer à cinq pays ennemis. Je suis porté à croire qu'on les a convoqués après que les quatre grandes puissances eurent débattu tous les aspects de la situation pendant un temps fort long. J'incline aussi à croire qu'elles ne pouvaient toucher les parties des traités qui avaient reçu l'approbation unanime des quatre grandes puissances. Elle ne pouvaient que formuler des conseils que ces puissances promettaient d'étudier privé-ment par la suite.

En octobre dernier, le très honorable Winston Churchill, qui possède une vaste expérience et une grande maîtrise de sa langue, disait à la chambre des communes britannique, au sujet de la ligne de conduite suivie à la conférence de Paris:

La Conférence de la paix tenue à Paris est une mauvaise affaire diplomatique, mais elle nous a peut-être appris beaucoup.

Au cours d'une enquête officieuse menée à la clôture des séances de Paris par des journalistes de vingt-sept pays, trente et un d'entre eux estimaient que la conférence avait réussi, 53 étaient d'avis qu'elle avait échoué tandis que 33 l'ont qualifiée de farce. Je n'affirme rien de tel, mais je tenais à signaler ces chiffres, afin d'indiquer que les gens sont mécontents de la façon dont les choses se sont passées à la conférence de Paris, surtout en ce qui concerne les puissances moyennes et petites. Le Canada, toutefois, y était représenté et, sachant qu'un homme averti en vaut deux, il aurait dû agir en conséquence. J'aurais aimé que le Canada soumette à toutes les nations de l'univers, surtout aux quatre grandes puissances, pendant la conférence de la paix tenue à Paris, la déclaration qu'il a présentée en janvier dernier aux suppléants spéciaux, alors qu'il était trop tard pour qu'elle fit l'objet d'une étude satisfaisante. C'est précisément à la conférence que le Gouvernement aurait dû faire avorter le projet. Cela aurait mieux valu que d'attendre une occasion comme celle qui a surgi à Paris ou d'attendre que prennent corps les projets de paix à l'égard de l'Autriche et de l'Allemagne. A mon avis, le Canada a raté son coup à Paris. En janvier, il était trop tard. Les projets des grandes puissances avaient pris forme avant que le Canada eût saisi l'occasion de soumettre son point de vue. Voilà qui rend notre tâche beaucoup plus ardue, mais j'espère qu'elle ne sera pas insurmontable.

Un autre élément nous a empêchés de participer pleinement au règlement de la paix: c'est le fait d'avoir, il y a un an, retiré nos troupes d'occupation du Reich allemand. Il est clair que le Gouvernement se doit de révéler,—pour la première fois,—au Parlement

et à la population canadienne pour quelle raison il avait cessé alors de participer au maintien de l'ordre en Allemagne. Nos troupes, il est vrai, voulaient revenir au pays. Quand je suis allé en Allemagne, j'ai pu constater combien vif était leur désir d'être rapatriées. Cependant, il y en avait un aussi grand nombre au Canada qui étaient disposés à remplacer ceux qui trouvaient monotone le travail d'occupation et voulaient revenir au pays.

Si nous avons alors retiré nos troupes, est-ce parce que nous ne pouvions influencer davantage sur l'administration du territoire occupé ainsi que sur le programme adopté à l'égard de l'Allemagne? Je prie le Gouvernement de répondre, avant la fin du débat, à cette question bien simple, directe et pertinente. Il convient, en ce qui concerne le retrait de notre armée d'occupation, d'attacher une importance considérable aux remarques sans embages que le très honorable Vincent Massey, ancien haut commissaire du Canada à Londres, a prononcées mercredi dernier à Sainte-Anne-de-Bellevue (P.Q.) et que le *Star* de Montréal a reproduites le lendemain. Voici ce qu'il aurait dit:

"Du point de vue moral notre position est indiscutable", a déclaré M. Massey. Et il ajoutait: "Elle l'aurait été davantage si, comme les autres petits pays, nous avions continué de prendre une modeste part à l'occupation du reich allemand. En retirant si vite nos troupes, nous n'avons pas contribué à rehausser notre prestige ou à démontrer que nous étions disposés à assumer des obligations en temps de paix comme nous l'avions fait de si bonne grâce en temps de guerre."

On ne saurait écarter ces paroles à la légère, car elles sont celles d'un de nos premiers diplomates qui, d'après la nature même de son poste, était alors plus près de la scène de ce retrait que tout autre représentant du Canada.

C'est là mon opinion, mais il m'a toujours semblé que les membres du Commonwealth, et particulièrement le Canada, ont manqué une belle occasion d'assumer une petite part des responsabilités dont la Grande-Bretagne s'est si honorablement et si efficacement acquittée, au nom du monde civilisé, et de porter une partie de ce coûteux fardeau avec la mère patrie. Nous aurions ainsi été en relations plus étroites avec les problèmes de l'Allemagne d'une part, et nous aurions pu réclamer plus énergiquement une meilleure place à la conférence de la paix, afin d'y mieux faire entendre notre voix. Etant donné que nous avons quitté l'Allemagne, il est plus difficile d'y pénétrer de nouveau et de nous attaquer maintenant à ce problème.

En outre, ceux qui sont au courant de la situation par rapport au gouvernement militaire en Allemagne savent combien on se rend compte là-bas que le gouvernement canadien